

Assurer une gestion durable de l'énergie, atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter

Le système énergétique en Méditerranée se caractérise par : (i) sa vulnérabilité, notamment aux prix et à l'approvisionnement ; (ii) l'inégalité des dotations naturelles, des accès et des consommations d'énergie entre pays et (iii) les dommages, parfois irréversibles, causés à l'environnement et à la santé humaine.

Si les tendances observées depuis 30 ans perdurent, la demande totale en énergie primaire commerciale dans l'ensemble du bassin Méditerranéen pourrait passer, selon les scénarios de l'OME réalisé pour le Plan Bleu, de 945 à 1357 Mtep entre 2005 et 2020. et être satisfaite à plus de 80 % par les énergies fossiles.

Ce modèle de développement énergétique n'apparaît pas être compatible avec les objectifs de développement durable.

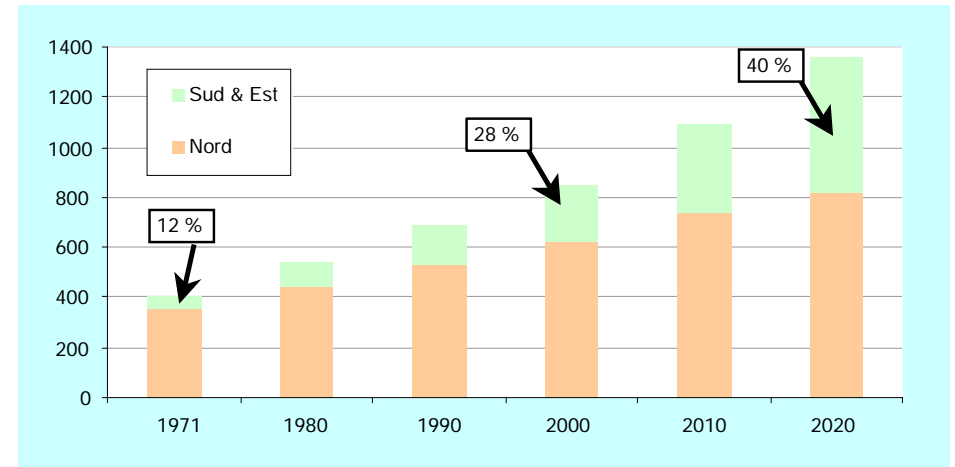
L'enjeu est, aujourd'hui, de répondre aux besoins énergétiques en forte croissance en Méditerranée sans aggraver les impacts sur l'environnement local et global, tout en étant compétitifs grâce à la maîtrise des consommations, aux économies d'énergies et aux énergies renouvelables et ceci dans un marché méditerranéen de plus en plus libre, ouvert et concurrentiel et dans un contexte énergétique international de plus en plus volatil et incertain.

Les scénarios du Plan Bleu répondent à ces enjeux en montrant la pertinence environnementale, sociale et économique de développer à grande échelle les énergies renouvelables dans la région et d'exploiter les gisements d'économie d'énergie.

Le suivi des indicateurs de la SMDD établit un bilan mitigé en ce qui concerne les tendances à l'intégration des Energies Renouvelables (ER) dans les mixtes énergétiques, l'évolution de la maîtrise des consommations et des émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergies fossiles :

- L'intensité énergétique progresse très lentement en Méditerranée ; la tendance observée ne permettra pas d'atteindre l'objectif de 1 à 2 % d'amélioration par an. Cependant, en terme absolu, la région enregistre une meilleure performance que le monde dans son ensemble.
- La part des ER progresse peu. Elles représentaient 3,4 % en 2006 et 3,1 % en 1995. Une rupture forte de tendance sera donc nécessaire pour atteindre l'objectif de 7 % en 2015. Néanmoins, en volume la production d'énergie renouvelable progresse sensiblement dans les pays de la rive Nord, comme dans ceux du Sud et Est. Certains pays Méditerranéens ont développé des filières d'énergie renouvelable d'une façon spectaculaire : par exemple, l'éolien en Espagne, les chauffe-eau solaires à Chypre.
- La Méditerranée augmente rapidement ses émissions de gaz à effet de serre. Selon les projections de l'OME, les émissions de CO₂ liées à l'activité énergétique en Méditerranée, augmenteront de 32 % d'ici 2020. Avec +68 % dans les Pays du Sud et de l'est de la Méditerranée et +19 % dans les Pays du Nord (PNM), les deux rives arriveront à des niveaux d'émission comparables en 2020, alors qu'en 2005, 67 % des émissions étaient en provenance des PNM.

Demande totale en énergie primaire commerciale en Méditerranée - Rétrospective et scénario (en Mtep)



Source : OME, Plan Bleu

La demande totale en énergie primaire commerciale a augmenté en Méditerranée de 39% entre 1990 et 2006, 75 % dans les PSEM. La part des PSEM pourrait passer de 12% en 1971 à 40% en 2020 (30% en 2006)

L'amélioration de « la gestion plus rationnelle de l'énergie », l'utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables et l'adaptation, en les atténuant, aux effets du changement climatique constituent un domaine d'action prioritaire de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable. Ses objectifs stratégiques et indicateurs de suivi s'attachent à :

- Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie (Indicateur prioritaire n° 6) ;
- Valoriser le potentiel d'énergies renouvelables (Indicateur prioritaire n°7) ;
- Contrôler, stabiliser ou réduire les émissions de gaz à effet de serre (Indicateurs prioritaires n°8 et 9) ;
- Favoriser l'adaptation au changement climatique ;
- Accroître l'accès à l'électricité dans les zones rurales.